

**La politique nutritionnelle du
Japon qui ne laisse
personne de côté**

- Afin de Réaliser des Sociétés Durables -

Les enjeux nutritionnels mondiaux et l'histoire de la politique nutritionnelle au Japon

Les enjeux nutritionnels mondiaux qui font obstacle à la réalisation de sociétés durables P3

- ▶ Les actions d'amélioration de la nutrition sont essentielles pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD)
- ▶ Les initiatives en cours dans le monde sont variées, mais il existe certains enjeux nutritionnels communs à tous les pays

Le déroulement de la politique nutritionnelle du Japon et ses trois piliers P4-5

- ▶ Les enjeux nutritionnels qui évoluent avec le temps ont été traités avant la croissance économique
- ▶ La politique nutritionnelle du Japon a mis l'accent sur trois composantes clés
 - Une politique nutritionnelle centrée sur l'alimentation
 - La formation des spécialistes et leur affectation dans l'ensemble du pays
 - Un processus politique basé sur les données probantes scientifiques

La formation et l'affectation des professionnels de la nutrition qui soutiennent la politique nutritionnelle du Japon P6-7

- ▶ Les professionnels de la nutrition ont été formés moyennant des initiatives de longue date, et leur rôle a été légalement défini
- ▶ Une gestion de la nutrition et des services alimentaires aux normes élevées est mise en œuvre par le biais de dispositions légales

Les informations communiquées par le Japon à la suite du Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021

Le Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021 P8

- ▶ Aperçu du Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021 et ses principaux aboutissements

La politique nutritionnelle du Japon qui ne laisse personne de côté P9-11

- ▶ Initiative stratégique pour un environnement alimentaire sain et durable
- ▶ Les initiatives d'amélioration de la nutrition à travers la collaboration et la coopération multisectorielles
- ▶ Les initiatives d'amélioration de la nutrition à l'échelle nationale, y compris dans les îles éloignées et les régions montagneuses

Les professionnels de la nutrition comme fondement des initiatives d'amélioration des résultats nutritionnels qui ne laissent personne de côté P12-13

- ▶ La capacité à construire un réseau facilitant l'échange sur les enjeux et la coopération entre les différentes parties prenantes
- ▶ L'aptitude à déployer des efforts dans tout le pays à travers l'utilisation de programmes et systèmes
- ▶ Un sens de la mission et du leadership
- ▶ La capacité à s'améliorer et à saisir des opportunités de progrès

Pour une contribution internationale...

Le Japon souhaite contribuer à la réalisation des sociétés durables en s'appuyant sur son expérience de plus de 100 ans en politique nutritionnelle P14

Les actions d'amélioration de la nutrition sont essentielles pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD)

Les Objectifs de développement durable (ODD) sont des cibles internationales pour 2030 adoptées lors du Sommet des Nations Unies en septembre 2015. Dix-sept objectifs sont définis pour la réalisation de sociétés durables, diversifiées et inclusives qui ne laissent personne de côté. **Les actions de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes se veulent contribuer à tous ces objectifs, notamment l'objectif 2 de Faim « zéro » et l'objectif 3 de Bonne santé et bien-être, qui répondent aux enjeux de nutrition et de santé.**

2 ZERO HUNGER

Objectif 2 : Faim « zéro »

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING

Objectif 3 : Bonne santé et bien-être

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

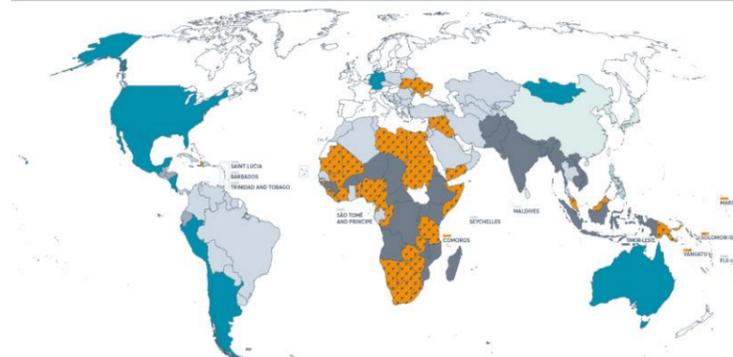
La faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde ont fortement augmenté lors de la pandémie de coronavirus entre 2019 et 2021, et sont ensuite restées élevées, avec une personne sur onze dans le monde étant confrontée à la faim en 2023. La malnutrition est particulièrement grave chez les enfants de moins de cinq ans, dont 6,8 % présentent une insuffisance pondérale et 5,6 % une surcharge pondérale. Il est estimé que d'ici 2030, un enfant de moins de cinq ans sur cinq souffrira des effets d'un retard de croissance.



Les efforts visant à répondre aux enjeux nutritionnels mènent non seulement au maintien et à l'amélioration de l'état nutritionnel des personnes de tous âges (à tous les stades de la vie) et de leur santé, **mais contribuent également au développement de la société dans son ensemble en soutenant diverses activités sociales** telles que l'éducation et le travail. **Les efforts de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes sont essentiels pour atteindre les ODD.**

Source : Nations Unies, Rapport sur les objectifs de développement durable 2024

Les initiatives en cours dans le monde sont variées, mais il existe certains enjeux nutritionnels communs à tous les pays



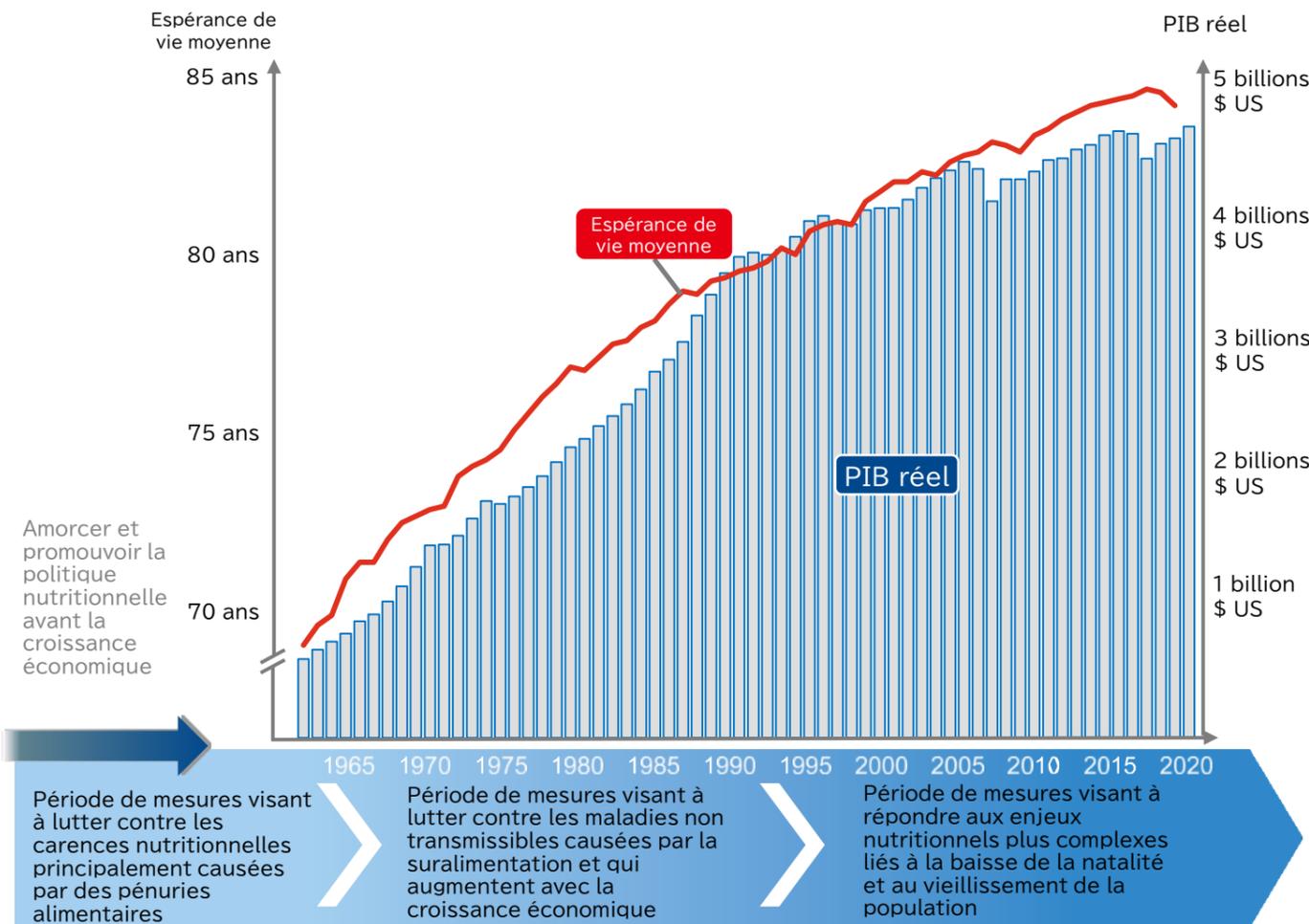
Source : Rapport sur la nutrition mondiale (2020)

Observées simultanément dans la population, la dénutrition (insuffisance pondérale, retard de croissance, etc.) et la suralimentation (surpoids, obésité, etc.) coexistent. On parle alors du « **double fardeau de la malnutrition** », ou du « **triple fardeau de la malnutrition** » si l'on inclut les carences en micronutriments. Il s'agit d'un problème mondial qui entrave la réalisation des sociétés durables.

Le Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021 a été le premier sommet de la nutrition à aborder le double fardeau de la malnutrition. Les gouvernements, les entreprises et la société civile y ont pris de nombreux engagements pour améliorer la nutrition mondiale (voir page 8).

Pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, **il est nécessaire d'entreprendre des mesures globales qui associent diverses approches en prenant en compte la perspective du parcours de vie et l'environnement social.**

Les enjeux nutritionnels qui évoluent avec le temps ont été traités avant la croissance économique



※ Source de l'espérance de vie moyenne : OCDE, Espérance de vie à la naissance (total) — Japan (1960-2022)
 ※ Source du PIB réel : Banque mondiale, PIB (\$ US constants de 2015) — Japan (1960-2023)

Le Japon travaille sur la nutrition depuis le début de la restauration de Meiji (seconde moitié du XIXe siècle). A partir de la création de l'Institut national de recherche sur la nutrition en 1920 et de la création d'une école de nutrition privée en 1924, il a lancé **une politique nutritionnelle qui associe trois composantes clés pour la nutrition : l'alimentation, les spécialistes, et les données probantes.**

En outre, des mesures nutritionnelles couvrant chaque stade de la vie de la petite enfance à la vieillesse, et des mesures pour les personnes vulnérables telles que les blessés, les malades et les victimes de catastrophes ont été prises afin de créer une société à la fois compatissante et résiliente **qui ne laisse personne de côté.**

Après la Seconde Guerre mondiale, avec le soutien d'organisations internationales, le gouvernement a commencé à évaluer l'état nutritionnel de ses citoyens en 1945 et à fournir des repas scolaires en 1954, conformément à la loi sur les repas scolaires. Ces efforts ont été lancés en prévision de l'augmentation du PIB et de l'allongement de l'espérance de vie.

En outre, le Japon a développé sa politique nutritionnelle en réponse à l'évolution des enjeux nutritionnels au fil du temps, notamment lors de la période allant de l'avant-guerre à l'après-guerre au cours de laquelle les mesures visaient à lutter contre les carences nutritionnelles principalement causées par des pénuries alimentaires, ainsi que lors de la période allant de la fin des années 1960 aux années 1990 dont les mesures visaient à lutter contre les maladies non transmissibles causées par la suralimentation et qui augmentent avec la croissance économique. Il a mené sa croissance économique de la même manière et est devenu le pays avec la plus longue espérance de vie au monde.

La politique nutritionnelle du Japon a mis l'accent sur les trois composantes clés ci-dessous

Une politique nutritionnelle centrée sur l'alimentation



Le Japon met en œuvre diverses politiques nutritionnelles centrées sur le concept d'une alimentation qui comprend non seulement l'association de différents plats, mais aussi la manière de les manger.

L'idée est de combiner un aliment de base, un plat principal, et un plat d'accompagnement. L'aliment de base représente une source d'énergie telle que le riz, le plat principal est essentiellement composé d'une source de protéines et de lipides telle que la viande et le poisson, et le plat d'accompagnement constitue une source de vitamines et minéraux avec principalement des légumes ou champignons. Associer ces trois éléments facilite ainsi un bon équilibre nutritionnel.

Les habitudes alimentaires sont également importantes et font partie des recommandations alimentaires pour les Japonais. Ainsi, il est recommandé de chérir l'interaction humaine à travers l'alimentation et de faire attention au rythme des repas dans la journée, par exemple.

La formation des spécialistes et leur affectation dans l'ensemble du pays

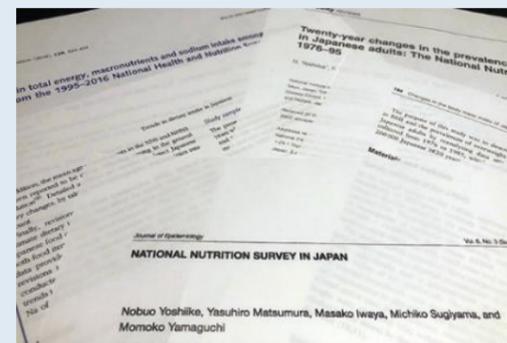


Les professionnels de la nutrition possédant les attributs nécessaires pour mener à bien les activités de distribution d'alimentation saine et d'amélioration de la nutrition sont indispensables.

En 1924, le Japon a créé une école de nutrition, marquant le début de la formation de ces professionnels. La formation des professionnels de la nutrition a ensuite été définie par la loi de 1947 sur les diététiciens.

Depuis, la législation relative au contenu de la formation, aux qualifications et à l'affectation des professionnels de la nutrition est revue périodiquement afin de répondre aux enjeux nutritionnels rencontrés à chaque époque. Les professionnels de la nutrition sont désormais déployés dans divers établissements à travers le pays et s'efforcent d'améliorer les résultats nutritionnels en collaboration avec d'autres professions.

Un processus politique basé sur les données probantes scientifiques



L'histoire de la recherche en nutrition au Japon a débuté avec les mesures de lutte contre le béribéri durant la seconde moitié du XIXe siècle. A l'époque, le régime alimentaire était centré autour du riz blanc, provoquant des carences en vitamine B1. Modifier ce régime de base a donc permis de prévenir le béribéri.

En 1914, le premier institut de recherche en nutrition au monde a été créé, qui est devenu l'Institut national de la nutrition (aujourd'hui Institut national de la santé et de la nutrition) en 1920.

En outre, depuis plus de 70 ans, le Japon mène chaque année une enquête nationale sur la santé et la nutrition, dans le but de suivre l'état de santé et l'état nutritionnel de la population.

Ainsi, les aboutissements en matière de nutrition ont été obtenus en continuant à formuler et à améliorer les politiques en fonction des données scientifiques accumulées depuis plus de 100 ans, qui constituent le fondement de la politique nutritionnelle et de la recherche nutritionnelle.

Vous pouvez consulter la brochure en lien ci-dessous :

Aperçu de la politique nutritionnelle du Japon qui ne laisse personne de côté



https://www.mhlw.go.jp/nutrition_policy/global/pdfs/leave_no_one_behind_fr.pdf

Les professionnels de la nutrition ont été formés moyennant des initiatives de longue date, et leur rôle a été légalement défini

Au Japon, la formation des diététiciens a débuté en 1924 avec la création de l'École de la nutrition par le Dr Tadasu Saiki, dans le but de former des spécialistes chargés de fournir des conseils diététiques et de gérer les services alimentaires afin d'éliminer les carences nutritionnelles. La formation des professionnels de la nutrition a ensuite été définie par la loi de 1947 sur les diététiciens.



Premiers diplômés de l'École de la nutrition

Au cours de la période de croissance économique, une gestion nutritionnelle plus avancée est devenue nécessaire pour lutter contre les maladies non transmissibles. C'est dans ce contexte que la loi sur les diététiciens a été partiellement modifiée en 1962 afin de créer le système des diététiciens agréés. Par la suite, une modification partielle de la loi sur les diététiciens en 2000 a clarifié le rôle des diététiciens agréés en tant que spécialistes chargés de la gestion nutritionnelle des personnes présentant des enjeux nutritionnels complexes, notamment les blessés, les malades et les personnes âgées.

Sur la base des dispositions de cette loi sur les diététiciens, il existe deux qualifications professionnelles en matière de nutrition au Japon : les diététiciens agréés et les diététiciens. Ce sont des spécialistes qui possèdent les connaissances et les compétences nécessaires en matière de conseils nutritionnels ainsi que de gestion des services alimentaires. En outre, les diététiciens agréés doivent passer un examen national pour obtenir une qualification agréée, réservée aux spécialistes ayant des connaissances et des compétences spécialisées plus avancées.

Aperçu des qualifications professionnelles dans le domaine de la nutrition au Japon

	Diététicien agréé	Diététicien
Classification	Diplôme délivré par le ministre de la Santé, du Travail et des Affaires sociales	Diplôme délivré par le gouverneur de la préfecture
Principaux établissements disposant de règles d'affectation	Établissements ayant des besoins spécifiques en matière de conseils nutritionnels et de gestion des services alimentaires · Hôpitaux fournissant des soins médicaux avancés · Établissements de services alimentaires nécessitant une prise en charge nutritionnelle médicale, etc.	Établissements généraux ayant des besoins en matière de conseils nutritionnels et de gestion des services alimentaires · Hôpitaux · Établissements d'aide sociale à l'enfance · Lieux de travail · Écoles · Établissements d'aide sociale pour les personnes âgées · Établissements de réadaptation, etc.
Conditions d'obtention du diplôme	Obtention des crédits prescrits dans l'établissement de formation	
	Réussite à l'examen national des diététiciens agréés (Sujets d'examen : nutrition clinique, nutrition de santé publique, etc.)	—

La loi sur les diététiciens définit les fonctions des diététiciens comme consistant à fournir une orientation sur le plan nutritionnel. En outre, les diététiciens agréés sont des professionnels qui possèdent des connaissances et compétences spécialisées plus avancées, telles que sur les conseils nutritionnels nécessaires au traitement des personnes blessées ou malades, ou la gestion des services alimentaires nécessitant une attention particulière. Dans les établissements de santé et maisons de repos, par exemple, ils travaillent en collaboration avec divers professionnels pour assurer une gestion nutritionnelle qui inclut également un point de vue médical et clinique.

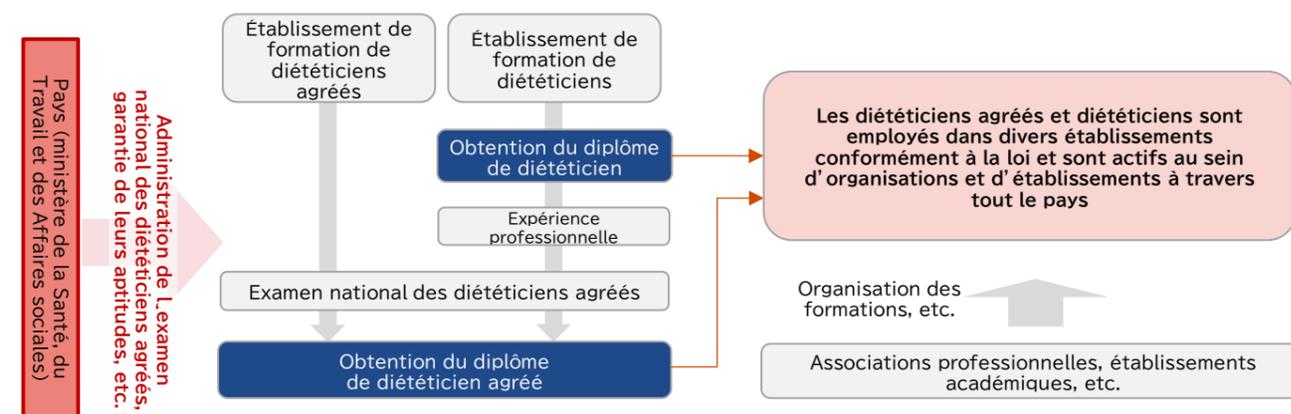
Formés en tant que professionnels de la nutrition, les diététiciens agréés et diététiciens travaillent dans divers établissements à travers tout le pays, où ils contribuent à améliorer le niveau de santé général de la population grâce à leurs activités liées à la gestion nutritionnelle.

Une gestion de la nutrition et des services alimentaires aux normes élevées est mise en œuvre par le biais de dispositions légales

Au Japon, des établissements de formation pour les diététiciens agréés et les diététiciens sont présents dans tout le pays et enseignent des formations permettant d'acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice de la profession. Les personnes qui obtiennent le titre de diététicien agréé ou de diététicien grâce à ces formations travaillent ensuite dans divers établissements*. Les règles d'affectation sont stipulées dans diverses lois et réglementations et, dans certains établissements, l'affectation est obligatoire.

* Exemples d'établissements où les diététiciens agréés et diététiciens exercent leurs fonctions : hôpitaux, établissements d'aide sociale à l'enfance, établissements d'aide sociale pour les personnes âgées, écoles, centres de santé publique, établissements de secours et de réadaptation, etc.

Aperçu de la formation et de l'affectation des professionnels de la nutrition

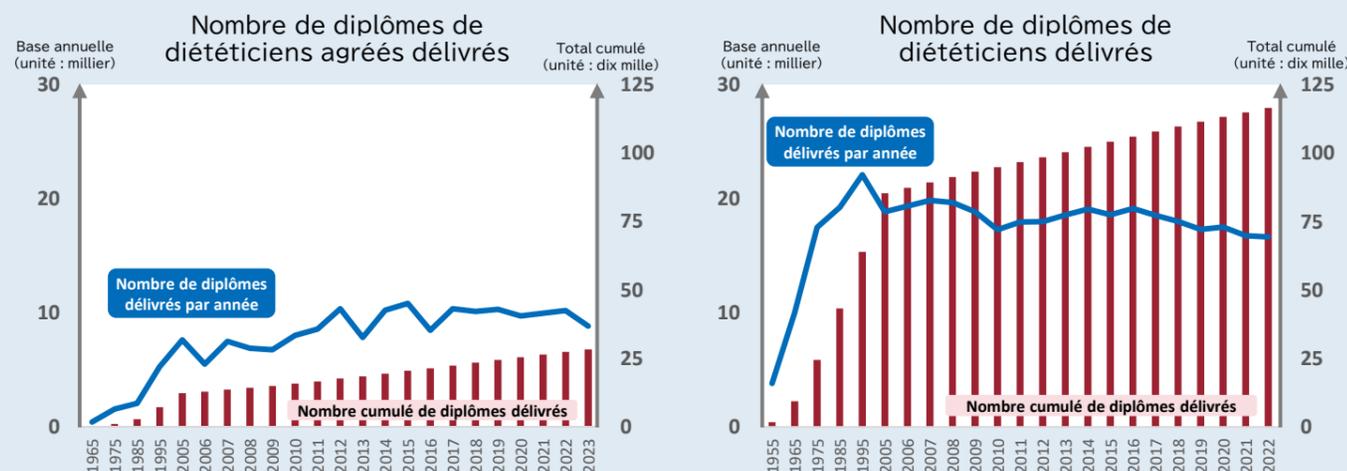


Remarque : en raison d'une modification partielle de la loi sur les diététiciens, les diplômés des établissements de formation de diététiciens agréés ne sont plus tenus d'obtenir un diplôme de diététicien pour pouvoir se présenter à l'examen national des diététiciens agréés à partir du 1er avril 2025.

Informations de référence : nombre d'établissements de formation et de diplômes délivrés aux diététiciens agréés et aux diététiciens

Le Japon compte 153 établissements de formation de diététiciens agréés (capacité d'accueil : 11 624 personnes en 2024) et 137 établissements de formation de diététiciens (capacité d'accueil : 8 775 personnes en 2024), qui forment de nombreux professionnels de la nutrition dans tout le pays.

En outre, le nombre cumulé de diplômes délivrés s'élevait à environ 280 000 (en 2023) pour les diététiciens agréés et à environ 1 160 000 (en 2022) pour les diététiciens. Nombreux de ces professionnels de la nutrition mettent en œuvre des initiatives d'amélioration de la nutrition dans tout le Japon.



Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021 : aperçu de l'événement



[Date] 7 et 8 décembre 2021

[Organisateur] Gouvernement du Japon

[Participants]

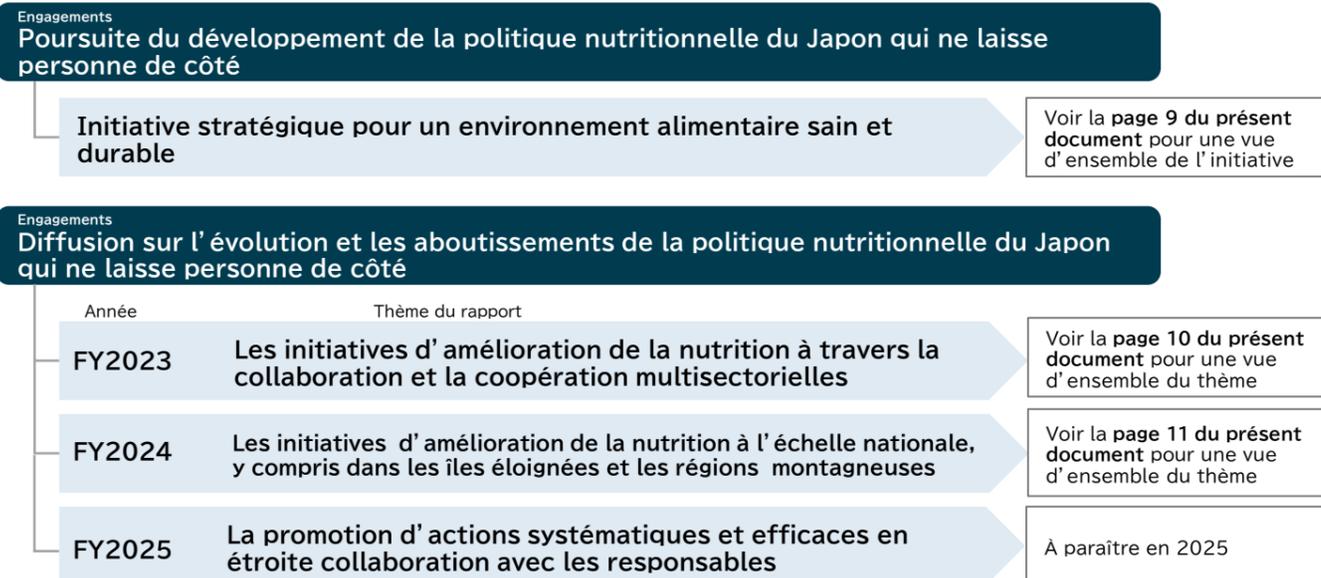
Plus de 90 intervenants, dont des chefs d'État et des ministres provenant d'une soixantaine de pays, des dirigeants d'organisations internationales, et des représentants de sociétés du secteur privé, de la société civile et du secteur académique.

Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021 : principaux aboutissements

- Pour la première fois, le Sommet de la Nutrition pour la croissance a abordé le double fardeau de la malnutrition, à savoir la dénutrition et la suralimentation, et a mené des discussions axées sur les thèmes suivants pour faire face à la détérioration de la situation nutritionnelle mondiale causée par la pandémie de Covid-19 : (1) la santé ; (2) l'alimentation ; (3) la résilience ; (4) la responsabilisation des acteurs ; et (5) la sécurisation des ressources financières.
- La Déclaration de Tokyo sur la nutrition (Pacte de Tokyo sur la nutrition mondiale pour la croissance), un document final approuvé par 215 parties prenantes — dont 65 pays, 11 organisations internationales, 60 entreprises et 58 groupes de la société civile — a été publiée. Ce texte définit la direction que la communauté internationale devrait prendre à l'avenir pour améliorer la nutrition.
- En outre, 396 engagements (déclarations d'intention politique et financière respectives) ont été soumis par 181 parties prenantes, dont 66 pays, 26 entreprises et 51 groupes de la société civile, représentant plus de 27 milliards de dollars de contributions financières liées à la nutrition. En encourageant les actions concrètes d'un large éventail de parties prenantes, le Japon a ouvert la voie aux efforts visant à améliorer la nutrition dans le monde entier.
- L'ancien Premier ministre Kishida a ensuite annoncé que le Japon fournirait plus de 300 milliards de yens (soit environ 2,8 milliards de dollars) d'aide liée à la nutrition au cours des trois prochaines années, afin de contribuer notamment à la mise en place d'une couverture sanitaire universelle (CSU). Il a également annoncé son intention d'améliorer la nutrition au Japon, notamment à travers des habitudes alimentaires respectueuses de la nutrition et de l'environnement, des repas équilibrés et une meilleure gestion de la santé.

Les informations communiquées par le Japon à la suite du Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021

Lors du Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021, le gouvernement japonais s'est engagé à poursuivre le développement de la politique nutritionnelle du Japon qui ne laisse personne de côté et à communiquer son évolution et ses aboutissements chaque année à partir de 2023. Sur la base de cet engagement, des rapports annuels présentant les évolutions et les aboutissements de cette politique sont actuellement élaborés.



Aperçu de l'Initiative stratégique pour un environnement alimentaire sain et durable

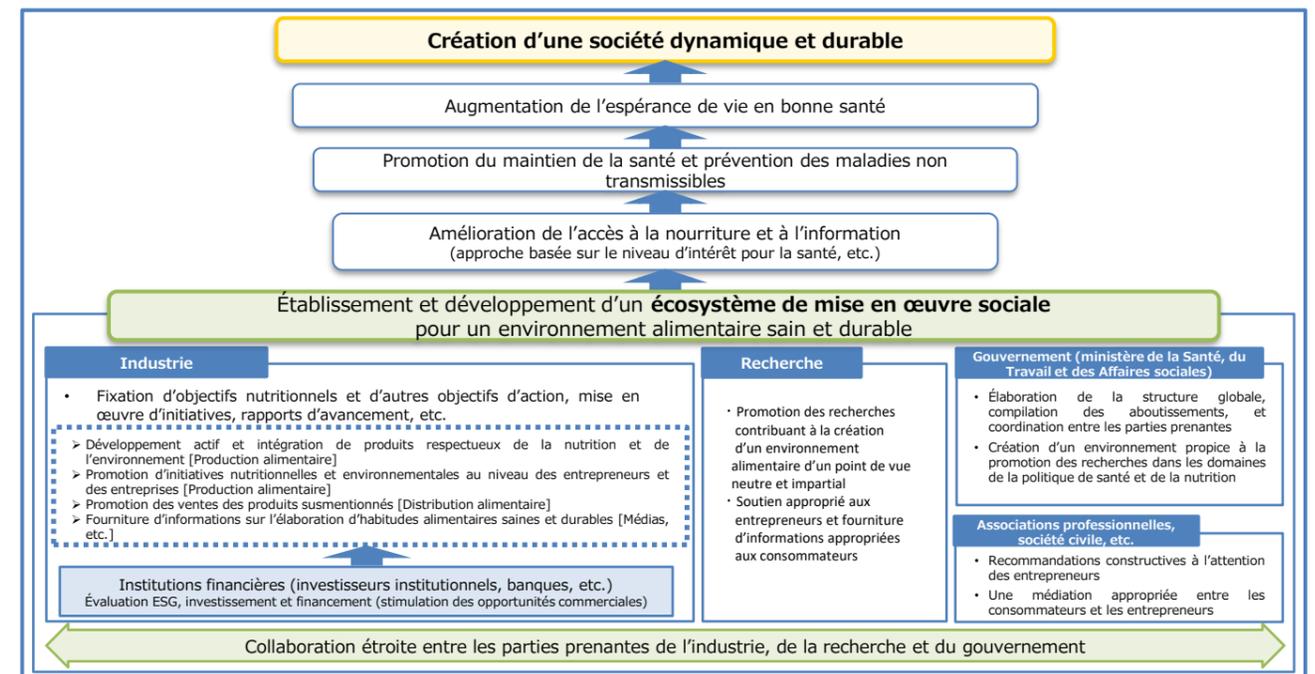
Sur la base du rapport du comité d'experts tenu de février à juin 2021 (publié en juin 2021) et de l'engagement pris par le gouvernement japonais lors du Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021, le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales a lancé en mars 2022 l'Initiative stratégique pour un environnement alimentaire sain et durable, un système de promotion de la création d'un environnement alimentaire par le biais d'une collaboration industrielle, académique et gouvernementale.

Lors du Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021, le gouvernement japonais s'est engagé à promouvoir davantage une politique nutritionnelle qui ne laisse personne de côté et à créer un environnement alimentaire sain et durable grâce à la coopération entre l'industrie, la recherche et le gouvernement, ainsi que les associations professionnelles et la société civile. Étant donné que promouvoir la création d'un environnement alimentaire sain et durable nécessite diverses perspectives autour de la nutrition, le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales, qui sert de secrétariat, collabore également avec les ministères et agences compétentes pour mener à bien les activités de cette initiative.

L'objectif de cette initiative est de développer la création d'un environnement alimentaire dans le cadre d'une collaboration et d'une coopération industrielles, académiques et gouvernementales, afin de modifier les mauvaises habitudes alimentaires qui constituent un facteur de risque majeur pour les maladies non transmissibles (MNT). Au Japon, un grand nombre de personnes de tous âges consomment trop de sel, ce qui fait de la lutte contre la consommation excessive de sel une priorité absolue pour cette initiative. D'autres enjeux nutritionnels, tels que l'insuffisance pondérale chez les jeunes femmes et les disparités nutritionnelles associées aux disparités économiques, ainsi que les enjeux environnementaux, sont considérés comme des questions sociales cruciales.

Afin de promouvoir les efforts de l'initiative, un comité directeur et des sous-comités pour assurer le suivi des objectifs d'action ont été constitués. Diverses parties prenantes de l'industrie, de la recherche et du gouvernement participent à ces réunions plénières au cours desquelles elles rendent compte des progrès réalisés chaque année. Cette initiative a notamment permis au ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales de sensibiliser largement le public à l'importance de la lutte contre la consommation excessive de sel, qui a été désignée comme une priorité absolue du gouvernement pour parvenir à un environnement alimentaire sain et durable.

Par le biais de la coopération et de la collaboration industrielles, académiques et gouvernementales, le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales vise à créer un environnement alimentaire dans lequel chacun, y compris ceux qui s'intéressent moins à la santé, peut naturellement adopter des habitudes favorables à la santé. Grâce à ces activités, le ministère vise à augmenter l'espérance de vie en bonne santé des personnes au Japon et dans le monde, et à créer une société dynamique et durable. En outre, le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales avait soumis une demande concernant cette initiative dans le cadre de l'appel de l'OMS à chaque pays pour la compilation de projets sur les actions multisectorielles en faveur de la prévention et du contrôle des maladies non transmissibles et de la santé mentale. Elle a ensuite été sélectionnée parmi les 20 projets à présenter en détail au monde (comme indiqué dans le rapport de l'OMS publié en mai 2024).



Le monde visé par l'Initiative stratégique pour un environnement alimentaire sain et durable

Please refer to the booklet at the following URL

Initiative stratégique pour un environnement alimentaire sain et durable



https://www.mhlw.go.jp/nutrition_policy/global/pdfs/leave_no_one_behind.en.pdf

Une collaboration et une coopération multisectorielles nécessaires aux initiatives d'amélioration des résultats nutritionnels qui ne laissent personne de côté

Un déroulement efficace des initiatives d'amélioration des résultats nutritionnels qui ne laissent personne de côté nécessite une collaboration entre différents secteurs. En plus des domaines tels que la médecine, l'éducation nutritionnelle, la santé industrielle, la santé maternelle et infantile, l'assurance médicale et l'assurance des soins de longue durée, il existe une collaboration active entre les efforts de secteurs tels que l'éducation, le sport, l'agriculture, les forêts et la pêche, l'économie et l'industrie, et le développement urbain. Ainsi, le Japon collabore non seulement pour améliorer la nutrition à chaque stade de la vie, de la petite enfance à la vieillesse, mais travaille aussi parallèlement pour aider les personnes vulnérables telles que les blessés, les malades et les victimes de catastrophes. La coopération avec ces différents secteurs est également essentielle pour créer un environnement dans lequel même les personnes peu intéressées par la santé et la nutrition peuvent être impliquées sans difficulté dans les initiatives d'amélioration de la nutrition.

Dans ce cadre multisectoriel, il est souhaitable de collaborer efficacement avec une variété d'organismes, tels que les institutions sanitaires, médicales et sociales ainsi qu'avec les universités et autres institutions de recherche, les entreprises, les établissements d'enseignement, les organisations à but non lucratif, les organisations non gouvernementales, ou encore les organisations communautaires. Enfin, pour que cette collaboration inter-organisationnelle soit plus simple et efficace, il est important que les professionnels de la nutrition au sein des organismes et gouvernements locaux puissent être au cœur de ces collaborations multisectorielles.

Dans chaque région du Japon, les professionnels de la nutrition possédant les attributs nécessaires pour mener à bien les activités de distribution d'alimentation saine et d'amélioration de la nutrition font usage de leur leadership pour partager les enjeux liés à la nutrition et aux habitudes alimentaires, ainsi que l'importance de l'amélioration de la nutrition, avec les différentes parties prenantes de la communauté, tout en établissant une relation profonde de respect mutuel pour leurs idées et leurs sentiments d'urgence respectifs. Ces relations constituent la base de la collaboration et de la coopération multisectorielles. En utilisant les différents programmes et systèmes de chaque organisme, des initiatives efficaces sont mises en place avec la participation de diverses parties prenantes.

Exemples d'initiatives majeures en matière d'amélioration de la nutrition à travers la collaboration et la coopération multisectorielles au Japon

	Pratique et mise en place d'habitudes alimentaires appropriées dès l'âge scolaire	Amélioration des problèmes de santé des jeunes femmes tels que l'insuffisance pondérale	Amélioration du mode de vie des adultes et des personnes en âge de travailler	Prévention de la dénutrition et de la fragilité chez les personnes âgées
Services et organisations compétents	<ul style="list-style-type: none"> Services municipaux compétents Agences de garde d'enfants après l'école, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Services municipaux compétents Associations municipales de médecins, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Organismes liés aux entreprises Entreprises de restauration collective, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Services préfectoraux compétents Associations professionnelles, etc.
Détails de la collaboration	<ul style="list-style-type: none"> Cours d'éducation nutritionnelle et cours de cuisine dans les agences de garde d'enfants après l'école, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Aide à la consultation de professionnels tels que les diététiciens agréés, à l'aide des fiches de contact de médecins traitants, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de menus à partir d'informations sur les enjeux de santé qui touchent les employés, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Préparation de programmes illustrant les efforts et les méthodes d'évaluation des mesures de lutte contre la fragilité, etc.
Effets de la collaboration	<ul style="list-style-type: none"> Diminution de la proportion d'enfants ayant une tendance à l'obésité, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Diminution de la proportion d'insuffisance pondérale chez les femmes qui se soumettent à des examens de santé, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la sensibilisation des employés à la santé, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Diminution de la proportion de personnes âgées ayant une tendance à la dénutrition, etc.

Vous pouvez consulter le rapport de 2023, les diapositives et la vidéo en lien ci-dessous :

Exemples pionniers de collaboration et coopération multisectorielles

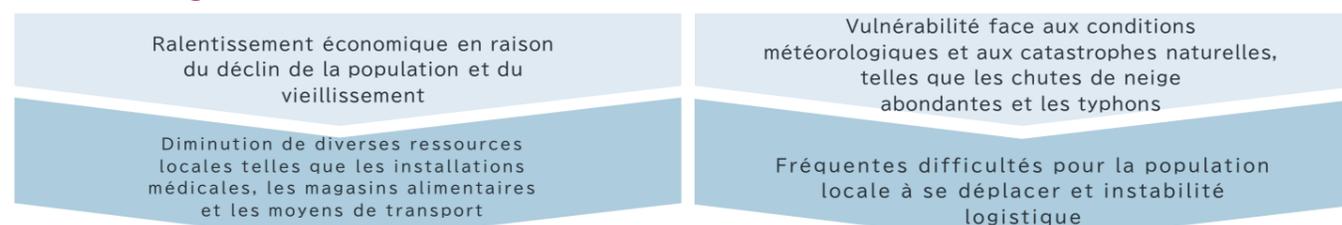


https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000089299_00015.html

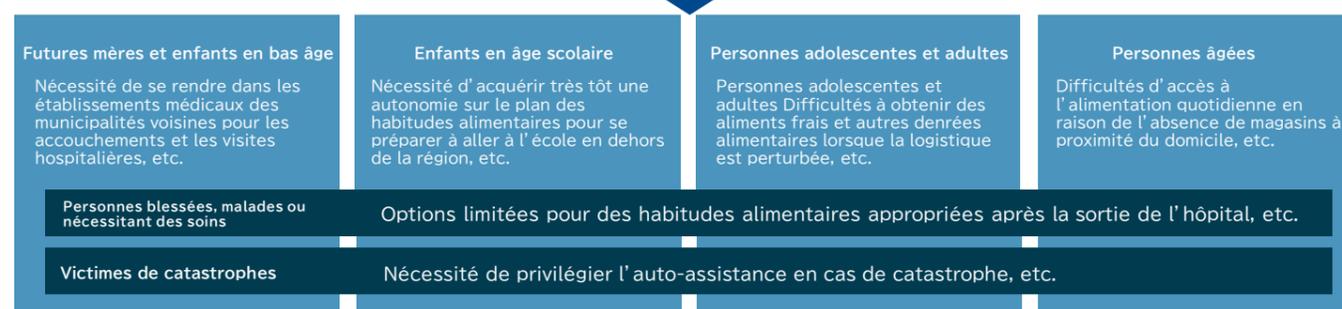
Les îles éloignées et les régions montagneuses présentent des enjeux spécifiques sur le plan de la santé et de la nutrition

Le Japon compte plus de 14 000 îles et environ 70 % de son territoire est montagneux. Une grande partie de la population vit dans ces îles éloignées et régions montagneuses. Ces régions font face à des enjeux qui leur sont spécifiques en matière de santé et nutrition, et ce à toutes les étapes de la vie. Elles voient notamment leurs diverses ressources locales diminuer en raison du déclin de la population et du vieillissement, et sont souvent vulnérables aux conditions météorologiques et aux catastrophes naturelles.

Les enjeux en matière de santé et nutrition des îles éloignées et régions montagneuses



Présence des enjeux de santé et nutrition spécifiques à chaque étape de la vie



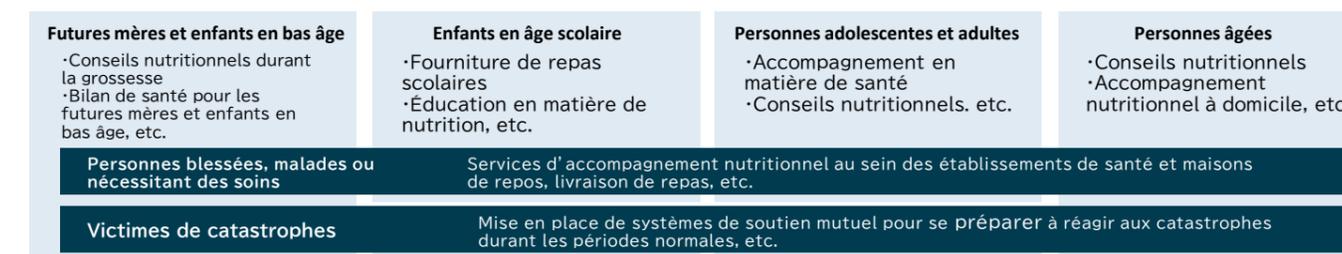
Le Japon encourage les initiatives d'amélioration des résultats nutritionnels qui ne laissent ni personne ni aucune région de côté

Au Japon, des initiatives d'amélioration de la nutrition sont mises en œuvre dans les îles éloignées et les régions montagneuses pour tous les stades de la vie, y compris pour les personnes blessées, malades ou nécessitant des soins, ainsi que les victimes de catastrophes.

Dans le cadre de ces initiatives, les diététiciens agréés et diététiciens ont une connaissance approfondie de la population vivant dans leur région et tentent de savoir s'il reste des personnes laissées de côté sur le plan de la santé et de la nutrition. Ils recueillent ensuite des données pour étayer les conclusions qu'ils tirent de leur travail quotidien et mettent au point des mesures efficaces fondées sur des données probantes.

De telles initiatives ont lieu dans tout le Japon, y compris dans les îles éloignées et régions montagneuses, et encouragent la promotion des initiatives d'amélioration des résultats nutritionnels qui ne laissent ni personne ni aucune région de côté.

Exemples d'initiatives majeures en matière d'amélioration de la nutrition pour tous les stades de la vie et pour les personnes blessées, malades ou nécessitant des soins



Vous pouvez consulter le rapport de 2024, les diapositives et la vidéo en lien ci-dessous :

Les initiatives d'amélioration des résultats nutritionnels qui ne laissent aucune région de côté au sein des îles éloignées et régions montagneuses



https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000089299_00015.html

Les diététiciens agréés et diététiciens de l'ensemble du pays œuvrent pour améliorer la nutrition dans leurs régions respectives en ne laissant personne de côté

Au Japon, le placement des diététiciens agréés et diététiciens est réglementé par la loi, et les établissements qu'ils desservent sont extrêmement divers, notamment les hôpitaux, les établissements de soins pour personnes âgées et les écoles. Ce type de réglementation du placement a débuté en 1948 lorsque des lois connexes telles que la loi sur les centres de santé publique (aujourd'hui la loi sur la santé communautaire) et la loi sur les soins médicaux ont stipulé le placement de nutritionnistes dans les centres de santé publique, les hôpitaux, etc.

Depuis lors, plusieurs règlements ont défini ce déploiement dans une variété d'établissements et ont servi de base pour garantir l'affectation des diététiciens dans l'ensemble du pays. En outre, les diététiciens agréés et diététiciens travaillent également au sein d'autres sites pour améliorer la nutrition, notamment dans le secteur privé et dans les instituts de recherche.

Les principales affectations des diététiciens agréés et diététiciens et leurs nombres



Gouvernements locaux
Les professionnels y planifient, mettent en œuvre et évaluent les politiques locales de promotion de la santé, de nutrition et d'habitudes alimentaires en coopération avec des infirmiers de la santé publique ainsi que d'autres professionnels et bénévoles.

Environ 8 000 employés



Écoles
Les professionnels y gèrent la fourniture des repas scolaires et l'éducation en matière d'alimentation équilibrée et cultures alimentaires, avec pour thème les repas scolaires et les expériences agricoles et de pêche.

Environ 14 000 employés



Hôpitaux
En collaboration avec les professionnels de la santé tels que les médecins, les infirmiers et les pharmaciens, les professionnels y gèrent l'alimentation des patients et les repas hospitaliers.

Environ 33 000 employés



Garderies, etc.
Les professionnels y soutiennent la croissance et le développement des enfants en coopération avec d'autres secteurs tels que le contrôle de la nutrition et la gestion des repas scolaires.

Environ 27 000 employés



Établissements pour personnes âgées
Les professionnels y gèrent les soins nutritionnels et services alimentaires pour les personnes âgées en collaboration avec le personnel infirmier et le personnel soignant.

Environ 22 000 employés



De nombreux professionnels de la nutrition travaillent dans d'autres contextes
Le lieu d'activité des professionnels est extrêmement varié. Ils travaillent non seulement dans les Forces d'autodéfense et les prisons, mais également au sein du secteur privé et dans les instituts de recherche.

Des initiatives favorisées par les attributs et l'ingéniosité des diététiciens agréés et diététiciens, ainsi que par les systèmes et les opportunités de progrès qui les soutiennent



Au Japon, les professionnels de la nutrition, qui possèdent les attributs nécessaires aux activités d'amélioration de la nutrition et à la distribution d'alimentation saine, sont indispensables. Une étape cruciale pour soutenir les efforts du Japon est de s'assurer de l'affectation de ces professionnels au sein de divers organismes à travers le pays.

Quatre attributs possédés par ces professionnels jouent un rôle primordial. Il s'agit (1) de la capacité à construire un réseau facilitant l'échange sur les enjeux et la coopération entre les différentes parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur des organismes pour accroître et maximiser l'utilisation des ressources locales ; (2) de l'aptitude à déployer, de manière continue et régulière, des efforts d'amélioration de la nutrition à travers l'utilisation de programmes et systèmes ; (3) d'un sens de la mission et du leadership de la part des diététiciens agréés et diététiciens, qui forment la base de ces initiatives ; et (4) de la capacité à s'améliorer et à saisir des opportunités de progrès afin de continuer à relever de nouveaux défis de manière proactive. Bien que ces attributs varient en fonction des conditions et des initiatives locales, ils sont d'une importance commune à toutes les régions du Japon.



Les quatre attributs des professionnels nécessaires aux initiatives d'amélioration des résultats nutritionnels qui ne laissent personne de côté

La capacité à construire un réseau facilitant l'échange sur les enjeux et la coopération entre les différentes parties prenantes

Échanger avec les différentes parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur des organismes sur les enjeux liés à la nutrition et aux habitudes alimentaires qui ont été relevés lors de consultations avec les résidents, ainsi que sur l'importance d'améliorer la nutrition. Approfondir ces relations tout en respectant le sentiment d'urgence et les idées de chacun envers la communauté. Créer ainsi une base de collaboration et de coopération qui transcende les différents secteurs dans l'ensemble des régions.

L'aptitude à déployer des efforts dans tout le pays à travers l'utilisation de programmes et systèmes

Planifier des initiatives réalisables et efficaces, même sous des conditions limitantes, et utiliser les différents programmes et systèmes des organismes pour s'assurer que le travail est effectué avec la participation des différentes parties prenantes.

Un sens de la mission et du leadership

Dans les régions où le nombre de diététiciens agréés et diététiciens est limité et où l'on attend d'eux qu'ils jouent un rôle actif au sein de leur organisme et au sein de leur communauté, ils adoptent une perspective qui dépasse le cadre de leur organisme et exercent leur leadership pour promouvoir des efforts d'amélioration de la nutrition, avec le sentiment d'avoir pour mission de contribuer à la résolution des enjeux nutritionnels dans leur région.

La capacité à s'améliorer et à saisir des opportunités de progrès

Afin de répondre à des enjeux nutritionnels qui évoluent dans le contexte d'une population en déclin et vieillissante, ils cherchent constamment à s'améliorer et à mettre à jour leurs connaissances et compétences au quotidien. De plus, étant donné la limite des ressources de chaque organisme pour former ses spécialistes, ils cherchent activement à saisir les opportunités de progrès, notamment en participant à des formations et conférences d'autres organismes.

Le Japon souhaite contribuer à la réalisation des sociétés durables en s'appuyant sur son expérience de plus de 100 ans en politique nutritionnelle



Activités d'amélioration de la nutrition dans les pays en développement par des diététiciens

(Photo par Kenshiro Imamura/JICA)

La plupart des enjeux nutritionnels sont des problèmes chroniques et **nécessitent des efforts continus** pour être résolus. En outre, pour résoudre les enjeux nutritionnels et parvenir à une croissance durable de la société, il est nécessaire de **répondre rapidement aux enjeux nutritionnels qui évoluent avec le développement économique**, et de construire un système pour améliorer et maintenir l'état nutritionnel **tout en tenant compte des législations et des cultures de chaque pays.**

Le Japon a déjà répondu à de nombreux enjeux nutritionnels auxquels chaque pays est actuellement confronté. Nous pensons que ses connaissances et son expérience liées à sa politique nutritionnelle qui ne laisse personne de côté ainsi qu'à la formation de ses spécialistes de la nutrition qui soutiennent cette politique **contiennent de nombreuses suggestions qui peuvent s'avérer utiles aux initiatives d'amélioration de la nutrition de chaque pays.**

Le Japon a joué un rôle de premier plan dans les efforts déployés pour améliorer la nutrition dans le monde entier et a **diffusé ses connaissances en matière de politique nutritionnelle** pour contribuer à la résolution des enjeux nutritionnels à l'échelle mondiale.

L'engagement du gouvernement japonais envers le Sommet de la Nutrition pour la croissance de Tokyo 2021 stipule notamment que le Japon **promouvra sa politique nutritionnelle qui ne laisse personne de côté comme fondement d'une société durable**, communiquera ses avantages aux autres pays et **contribuera à l'amélioration de la nutrition mondiale** en apportant son soutien par le biais de cadres bilatéraux et multilatéraux.

Nous aimerions profiter du Sommet de la Nutrition pour la croissance de Paris pour renforcer la dynamique d'amélioration de la nutrition au niveau international et partager avec le monde **les connaissances et l'expérience d'une histoire de plus de 100 ans** que le Japon a acquises durant son développement économique. Notre objectif est de contribuer à résoudre les enjeux nutritionnels afin de **construire la société durable** à laquelle nous aspirons pour l'avenir.



* Extrait du site Web du Cabinet du Premier ministre
<https://www.kantei.go.jp/jp/101.kishida/actions/202112/07eiyou.html>

Publication : Office de la Nutrition, Division de la santé, Bureau de la santé et de l'hygiène publique,
Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales
(publié en mars 2025)

Cette brochure a été compilée dans le cadre du projet budgétaire 2024 du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales (contractant : PwC Consulting LLC), en mettant l'accent sur la politique nutritionnelle relevant de sa compétence.